



11 Allée des Soupairs
CS 82601
27026 Evreux Cedex

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCTP)

Marché MAPA 2025/02

VERIFICATION ET MAINTENANCE DES SYSTEMES ET MATERIELS DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE ; MAINTIEN EN ETAT DES APPAREILS, EXERCICES D'EVACUATION, ASSISTANCE AUX VISITES PERIODIQUES

Marché passe selon une procédure adaptée en application des articles R.2123-1 à R.2123-3 du code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 - LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	3
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS	3
ARTICLE 4 - CADRE REGLEMENTAIRE.....	4
ARTICLE 5 - DEFINITION DES TERMES COMPOSANT LA MAINTENANCE.....	4
ARTICLE 6 - NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS DES LOTS 1-2.....	6
ARTICLE 7 - CORRESPONDANTS TECHNIQUES – REFERENTS	10
ARTICLE 8- FOURNITURES – DEVELOPPEMENT DURABLE (LOTS 1-2).....	10
ARTICLE 9 - GESTION DES DÉCHETS (lots 1 - 2)	10
ARTICLE 10 - REMISE EN ETAT.....	10
ANNEXE 1 : VERIFICATION ET ENTRETIEN PREVENTIF ET CURATIF DES EXTINCTEURS - LOT 1	11
ANNEXE 1 BIS : CONTROLES A EFFECTUER SUR LES EXTINCTEURS AGES DE 14 ANS - LOT 1	15
ANNEXE 1 TER : PROCEDURE D'EXPERTISE PAR LE LABORATOIRE DU CENTRE NATIONAL DE PREVENTION ET DE PROTECTION - LOT 1	16
ANNEXE 1 QUATER : DESENFUMAGE - LOT 1.....	16
ANNEXE 2 : INSTALLATIONS - LOT 2	18
ANNEXE 2 BIS : ALARMES ANTI-INCENDIE, ANTI-INTRUSION, VIDEOSURVEILLANCE, CLAPETS COUPE-FEU, PORTES COUPE-FEU - LOT 2	24

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet :

- L'entretien, la maintenance et la fourniture des systèmes et matériels de protection contre l'incendie. Fourniture et mise à jour de plan d'évacuation (extincteurs, systèmes de détection anti-incendie et anti-intrusion, système de désenfumage, alarme technique, transmetteurs, clapets coupe -feu, portes coupe-feu et vidéo surveillance). Vérification et entretien préventif et curatif des systèmes de désenfumage (LOT n°1)
- Vérification et entretien préventif et curatif des systèmes de détection anti -incendie, anti-intrusion, BAES et alarme PPMS.

Pour la Caisse d'Allocations Familiales de l'Eure située 11 allée des Soupirs à EVREUX (EURE) et ses sites :

- 23 Place de la République, 27400 LOUVIERS
- 37 Boulevard Dubus, 27300 BERNAY
- 15 boulevard d'Aylmer, 27200 VERNON

ARTICLE 2 - LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Sites concernés par le lot 1

Le prestataire devra réaliser ses prestations sur les sites suivants :

- Siège de l'organisme, situé 11 Allée des Soupirs à EVREUX
- Centre CAF, 37 Boulevard Dubus à BERNAY
- Centre CAF, 23 Place de la République à LOUVIERS
- Centre CAF, 15 boulevard d'Aylmer à Vernon

Sites concernés par le lot 2

Le prestataire devra réaliser ses prestations sur les sites :

- Siège de l'organisme, situé 11 Allée des Soupirs à EVREUX
- Centre CAF, 37 Boulevard Dubus à BERNAY
- Centre Caf 15 boulevard d'Aylmer à Vernon (uniquement pour les armes PPMS)
- Centre CAF, 23 Place de la République à LOUVIERS

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

Les installations sont décrites dans le présent document :

- Pour le lot 1 : le prestataire devra se référer aux annexes 1, 1BIS, 1 TER et 4, 3

- Pour le lot 2 : les annexes 2 et 2 BIS et 4 devront être prises en compte,

ARTICLE 4 - CADRE REGLEMENTAIRE

Le prestataire procédera aux opérations de maintenance des installations en respectant les procédures décrites dans la réglementation en vigueur et notamment la liste ci-après (liste non exhaustive) :

- Article R 4227-28 et suivants du code du travail.
- Articles MS 58 et MS 7 2 et 73 du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP.
- Règle APSAD R7 sur l'installation des SSI **ou équivalent.**
- Règle APSAD R13 sur l'installation des systèmes d'extinction automatique **ou équivalent.**
- Règle APSAD R81 sur l'installation des systèmes de détection d'intrusions **ou équivalent.**
- Règle APSAD R81 sur l'installation des systèmes de détection d'intrusions **ou équivalent.**
- Règle APSAD R 17 d'installation des systèmes de désenfumage naturel **ou équivalent.**
- Norme NFS61-933 (système de sécurité incendie -SSI, règles d'exploitation et de maintenance) **ou équivalent.**
- Certification APSAD IF1 : "Service d'installation d'extinction automatique à eau, type sprinkler" **ou équivalent.**
- Certification APSAD I4-NF285 : "Service d'installation et de maintenance des extincteurs" **ou équivalent.**
- Certification APSAD I7 : "Installation des systèmes de détection incendie et des centralisateurs de mise en sécurité incendie" **ou équivalent.**
- Certification APSAD F7 : "Maintenance des systèmes de détection incendie et des centralisateurs de mise en sécurité incendie" **ou équivalent.**
- Certification APSAD I17 : "Installation des systèmes de désenfumage naturel" **ou équivalent.**
- Certification APSAD F17 : "Service de maintenance des systèmes de désenfumage naturel" **ou équivalent.**
- Certification APSAD IF13 : "Installation des systèmes d'extinction automatique à gaz" **ou équivalent.**
- Certification APSAD NF 367-I81 : "service d'installation et de maintenance des systèmes de détection d'intrusions" **ou équivalent.**
- Certification APSAD NF 367-I82 : "Service d'installation et de maintenance des systèmes de vidéosurveillance" **ou équivalent.**

ARTICLE 5 - DEFINITION DES TERMES COMPOSANT LA MAINTENANCE

Les prestations de maintenance comprennent la maintenance préventive ainsi que la maintenance corrective.

5.1- Maintenance préventive

Les visites et interventions de maintenance préventive ont pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

De ce fait, il s'agit de :

- Détecter la dégradation des équipements.
- Protéger l'installation du vieillissement.
- Informer le gestionnaire.

5.2- Maintenance curative

Il s'agit de l'ensemble des actions réalisées après la défaillance d'un bien, ou la dégradation de sa fonction, pour lui permettre d'accomplir une fonction requise, au moins provisoirement.

Ces actions sont de deux types :

- les actions destinées à permettre à un bien d'accomplir provisoirement tout ou partie d'une fonction requise : dépannage,
- les actions ayant pour objet de rétablir un bien dans un état spécifié ou de lui permettre d'accomplir une fonction requise : réparation.

Dépannages :

Les dépannages sont réalisés à la demande du client qui devra :

- appeler au numéro de téléphone dédié communiqué par le titulaire au client,
- ou adresser un mail sur l'adresse mail dédiée communiquée au client.

Lorsque le Titulaire doit réaliser un dépannage sur une installation ou un équipement, il rédige une fiche d'intervention, formalisée, selon le processus suivant :

- Il enregistre la défaillance (nature, lieu, date, heure), dont il prend connaissance par la réclamation de la Caf de l'Eure : il note le nom du demandeur et la nature de la défaillance.
- Il réalise le dépannage dans un délai fixé à compter de la date d'enregistrement de la défaillance.
- Il note la date de constat de remise en fonctionnement.
- Il liste les pièces remplacées.
- Il précise les conséquences de son intervention, en particulier si le dépannage réalisé présente quelques réserves sur la fiabilité de l'installation.
- Il indique si l'action de dépannage a suffi à remettre l'installation dans des conditions durables de bon fonctionnement ou si une action de maintenance curative est nécessaire.

Réparation :

Si l'action de dépannage précédente n'a pas suffi à remettre l'installation dans des conditions durables de bon fonctionnement, le titulaire doit proposer une ou plusieurs solutions de réparation clairement argumentées, chiffrées et planifiées (avec durée des travaux) dans les délais suivants :

- remise d'un devis dans les 15 jours calendaires qui suivent le dépannage.
- Les travaux devront débuter dans un délai de 30 jours calendaires maximum à compter de la notification du devis par la CAF. Ce délai ne prend pas en compte le temps d'approvisionnement des pièces spécifiques (hors stock) qu'il convient donc de rajouter aux 30 jours calendaires. La commande des pièces spécifiques par le titulaire au fabricant devra être effectuée dans un délai de 5 jours maximum à compter de la notification du devis.
- Le délai d'approvisionnement des pièces (hors stock) devra être notifié à la Caf de l'EURE dans ce délai de 5 jours par un document écrit.

Le Titulaire interviendra uniquement sur demande du responsable de la Caf de l'Eure et établira une proposition détaillée des travaux et fournitures nécessaires permettant d'effectuer le choix de réparer ou de remplacer les éléments défectueux.

Dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le Titulaire informe le responsable de la CAF de l'Eure immédiatement et prendra toutes les dispositions nécessaires pour mettre en sécurité les installations.

Lorsqu'en cours d'intervention, le Titulaire constate que des prestations supplémentaires sont à effectuer ou au contraire que certaines prévues se révèlent inutiles, il doit avant toute modification de son exécution demander l'accord de la CAF de l'Eure.

Pour les matériels ou équipements dont la période de garantie est comprise dans la durée du marché de maintenance, ou qui ne relèvent pas de ce contrat mais dont les matériels sont solidaires de l'installation électrique (onduleurs par exemple), le Titulaire devra prendre toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur des matériels ou équipements afin d'assurer la coordination de leurs interventions.

Toute pièce défectueuse remplacée sera présentée sur demande au responsable technique de la CAF de l'Eure. Dans le cas où la pièce défectueuse peut être réparée, celle-ci pourra être réutilisée suivant proposition du Titulaire et accord de la Caf de l'Eure.

Petits travaux

Ajout de nouveau matériel, amélioration des installations.

ARTICLE 6 - NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

6.1- Maintenance préventive

L'objectif est de :

- Programmer et gérer des opérations de maintenance préventive
- Changement de piles aux alarmes attentat (siège et centres)
- Assurer des dépannages courants
- Établir des bilans annuels des installations réalisées
- Réaliser les interventions demandées par l'organisme.
- Réalisation des petits travaux d'amélioration
- Assistance aux contrôles règlementaires

6.1.1- Planning

Un calendrier d'intervention pour les dates de maintenances et vérifications sera établi, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du marché au titulaire et à chaque période de reconduction du marché (1 mois à compter de la date anniversaire).

Les dates et l'heure exacte des visites sont fixées avec un préavis de 15 jours pour chaque visite.

Le titulaire doit se conformer au planning ainsi défini, sous peine d'être redevable des pénalités prévues à l'article 10 ci-après. Toutefois, si une opération de maintenance préventive est reportée à une nouvelle date, après accord du représentant désigné de la Caf de l'Eure, les pénalités ne seront pas dues par le titulaire.

Pour les lots nécessitant la présence de plusieurs intervenants (organisme de contrôle, électricien, agent CAF...), une date sera proposée par le représentant de la Caf, 4 semaines avant l'intervention. Cette date ne pourra être changée sauf en cas de force majeure.

6.1.2- Dates et heures d'intervention

Les prestations devront avoir lieu aux heures d'ouverture :

- Siège à Evreux (du lundi au vendredi) : 8h30 -13h00 et 14h00 -16h00.
- Site à Vernon (lundi, mardi, jeudi) : 9h00-12h00 et 14h00-16h30
- Site à Bernay (lundi, mercredi, jeudi) : 9h00-12h00 et 14h00-16h30
- Site à Louviers (lundi, mardi, jeudi) : 9h00-12h00 et 14h00- 16h30

Dans le cas où l'une des parties désire déplacer la date ou l'heure d'une visite, elle en informe l'autre au moins 48 heures avant la date initialement prévue.

6.1.3- Périodicité des interventions

La périodicité des interventions est définie par le titulaire dans l'acte d'engagement.

6.1.4- Taux maximal d'indisponibilité

Lors d'une visite, le taux d'indisponibilité du matériel ne doit pas être supérieur à 30 % en nombre.

En cas de dépassement de ce taux, le titulaire en informe obligatoirement le Pouvoir adjudicateur ou son représentant et définit avec lui les moyens à mettre en œuvre pour remédier à cette carence.

6.2- Maintenance curative

6.2.1- Délais d'intervention

Le présent marché comporte deux types d'interventions :

➤ Les interventions urgentes :

Ces interventions sont considérées urgentes par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Elles résultent d'une anomalie de fonctionnement pouvant affecter la sécurité des biens et des personnes.

Le titulaire a l'obligation de tenir disponible, en permanence, des moyens et un personnel technique capable d'assurer le dépannage en urgence ou les réparations sur les installations dont il a la charge.

Sur simple appel de l'organisme, Il doit impérativement pouvoir intervenir les jours ouvrés, dans un délai de 04h00 ouvrées et procéder à la réparation définitive dans un délai de 72h00.

➤ Les interventions non urgentes :

Les interventions non urgentes consistent essentiellement en travaux ou réparations résultant :

- D'anomalies de fonctionnement ne justifiant pas une intervention immédiate.
- Des constats effectués lors des visites préventives systématiques.
- Des demandes d'interventions formulées par l'Organisme.

Sur simple appel de l'organisme, Il doit impérativement pouvoir intervenir les jours ouvrés, dans un délai de 72h00.

Ces demandes d'interventions formulées par l'Organisme sont passées selon les conditions suivantes :

- Le service de l'administration générale envoie une demande de prestation au Titulaire par courrier électronique, en précisant le lieu et le type de service requis.
- Le délai commence à courir à compter de la date de confirmation de la demande d'intervention par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.
En retour, la société communique la proposition de date et d'heure d'intervention.
- Un bon de commande confirmant la demande d'intervention et les délais ou date d'intervention est transmis au titulaire.

Les demandes d'interventions sont programmées en accord avec le service de l'Administration Générale.

Toutefois si l'intervention n'est pas réalisée à la date retenue, une pénalité sera appliquée (Se référer à l'article 10 "Pénalités" du CCAP).

6.2.2- Coordination des interventions préventives et curatives

Les visites de maintenance préventive peuvent être effectuées en même temps que les dépannages et réparations, sous réserve que le délai restant à courir jusqu'à la date prévue pour la prochaine visite préventive n'excède pas deux mois.

Dans ce cas, le coût du déplacement relatif à la maintenance curative ne sera pas facturé.

6.3- Obligations de résultats

Compte tenu de la nature des installations concernées et donc du caractère sensible que revêt le présent marché, il a été retenu la notion d'obligations de résultats de la part du titulaire.

En réponse à ces obligations contractuelles, le titulaire doit fournir une proposition technique adaptée et ensuite mettre en place une organisation professionnelle et solide.

Les obligations de résultats détaillées ci-dessous sont fixées à la fois :

- **pour les opérations de maintenance préventive** (systématique) car celles-ci ont pour objectifs de minimiser le nombre de pannes sur les installations en maintenant le niveau de performance des matériels, c'est-à-dire la conservation des caractéristiques nominales des équipements. De même, ces opérations assurent une meilleure longévité du matériel.
- **pour les opérations de maintenance curatives (dépannage, réparation)** car tout incident sur les installations objet du présent marché peut avoir des conséquences indésirables et nécessite une réactivité importante de la part du titulaire. Le titulaire du présent marché a pour obligation d'intervenir sans limitation de nombre, de réparer et de redémarrer les installations techniques dans les délais les plus brefs.

6.4- Particularité du Lot n°1

6.4.1– Exercices d'évacuation

Le titulaire devra produire un planning dans le mois qui suit la prise en charge du marché ou du renouvellement en accord avec le service technique.

Ces exercices se feront sur demande de l'organisme au travers d'un bon de commande rédigé par le service Administration Générale.

Pour clôturer l'exercice, un debriefing sera organisé avec le personnel concerné (responsables d'évacuation- guides et serre-files), l'exercice devra être consigné sur le registre de sécurité.

6.4.1.1- Formation et expérience de l'intervenant

Le titulaire devra mettre à disposition des intervenants compétents afin de former le personnel de la Caf de l'Eure aux exercices d'évacuation du site situé 11 allée des soupirs à Evreux.

6.4.1.2- Objectifs et attentes de la Caf de l'Eure

Exercices d'évacuation au sein de l'établissement :

- Organiser les exercices en collaboration avec le service de l'Administration Générale de la Caf de l'Eure,
- contrôler, chronométrer et améliorer l'efficacité de l'organisation lors d'une évacuation,
- évaluer et contrôler les connaissances du personnel de l'établissement,
- production d'un rapport précisant les améliorations à effectuer.

6.4.1.3 – Estimation du nombre de participants et lieux d'exécution des prestations

- Deux exercices d'évacuation de l'établissement devront être prévus au siège pour environ 225 participants maximum.

-

6.4.2- Plans d'interventions et d'évacuation

A la demande du service Administration Générale, le titulaire devra pouvoir fournir des plans d'interventions et d'évacuations conformément à la norme NF X 80-303 ou équivalent ; dans un format adapté (A2, A3, A4) sur un support inaltérable, de les fixer de façon durable, sur tout support (mur béton, placoplâtre ...).

La prestation comprendra :

- Le relevé sur site,
- une maquette soumise à l'approbation du représentant de la Caf de l'Eure,
- la pose sur site, des plans,
- la fourniture des plans sous format informatique (PDF).

6.5- Particularité

Du Lot n°1

Accompagnement obligatoire aux vérifications périodiques des systèmes d'incendie.

Du Lot n°2

Le titulaire du Lot n°2 devra être présent lors des exercices d'évacuation et des essais assurés par le(s) prestataire(s) des vérifications.

Dès la prise en charge du marché, un bilan de l'état actuel des détecteurs ioniques

devra être effectué afin d'établir un devis pour que ces détecteurs soient remplacés par des détecteurs conformément à la réglementation en vigueur. Si la Caf accepte le devis, le titulaire devra fournir un procès-verbal de destruction pour les détecteurs ioniques.

ARTICLE 7 - CORRESPONDANTS TECHNIQUES – REFERENTS

Le candidat fournira le nom de l'interlocuteur en charge du dossier ainsi qu'une adresse mél et un numéro de téléphone afin de faciliter les échanges avec l'organisme.

ARTICLE 8 - FOURNITURES – DEVELOPPEMENT DURABLE

Provenance et qualité des matières consommables et des pièces de rechange

Pièces de rechange

Les pièces de rechange sont celles prévues au marché de fourniture des appareils complets, et pour lesquelles le fabricant s'est engagé à assurer le service des pièces détachées pendant la durée du marché.

Le Titulaire s'engage à fournir des composants de pièces de rechange ayant fait l'objet d'une homologation. Ces composants et les matières consommables nécessaires à leur fonctionnement auront des caractéristiques techniques conformes aux préconisations du constructeur.

Toutefois, certaines pièces peuvent être remplacées par d'autres, différentes de celles homologuées initialement, sous réserve que leur interchangeabilité aux plans dimensionnels, fonctionnel et durabilité ait été vérifiée préalablement par le titulaire.

Charges

Le remplacement des charges doit être effectué avec des produits strictement identiques à ceux utilisés lors de l'homologation des extincteurs.

Récupération

Le titulaire peut proposer au pouvoir adjudicateur, ou ce dernier demander au titulaire, la réparation de pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement.

Les pièces non réutilisables, les charges remplacées et les résidus sont gérés par le prestataire mais devront faire l'objet d'un formalisme écrit à destination du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 9- GESTION DES DÉCHETS

L'entreprise devra respecter les textes prévus dans le cadre du développement durable (Recyclage des déchets électriques, pièces métalliques, plastiques, emballages).

ARTICLE 10 - REMISE EN ETAT

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

Consignes d'intervention sur site

L'agent qui arrive sur les lieux doit :

- *S'identifier par le badge/vêtement de la société représentée.*
- *S'adresser à l'Administration Générale pour l'entrée dans les bâtiments.*
- *S'identifier dans le registre à l'arrivée et au départ.*

ANNEXE 1 : VERIFICATION ET ENTRETIEN PREVENTIF ET CURATIF DES EXTINCTEURS - Lot 1

Principes opératoires

1 - Introduction

Les modes opératoires décrits ci-après doivent servir de base à la définition des opérations à effectuer dans le cadre des vérifications techniques.

Ils peuvent, par ailleurs, servir de canevas à l'utilisateur qui assure les vérifications techniques des appareils par ses propres moyens ou qui contrôle la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre d'un contrat de maintenance. Ils donnent, en outre, des indications sur la remise en état éventuelle consécutive à la vérification technique.

Toutefois, pour certains appareils ou agents extincteurs, les modes opératoires peuvent être complétés ou modifiés pour tenir compte de leur spécificité, et selon les instructions du constructeur.

Tous les appareils, quel qu'en soit le type, doivent, au moins une fois par an, faire l'objet d'une vérification technique et, le cas échéant, d'une remise en état.

Les appareils âgés de 10 ans doivent faire l'objet d'un contrôle complet défini à l'annexe 1 bis du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP). A l'issue de celui-ci, ils sont soit réformés, soit reconnus aptes à pouvoir être maintenus en service. En cas de désaccord entre la personne représentant l'Organisme et le titulaire du marché de maintenance, le laboratoire du Centre national de prévention et de protection sera consulté sur ce différend, et la procédure définie en annexe 1 ter au présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) sera appliquée.

Toutefois, un appareil ne pourra subir un second contrôle de ce type.

Il appartient au titulaire de compléter la liste s'il le juge utile, informant le pouvoir adjudicateur et d'en tenir compte pour établir sa proposition, car il ne saurait en aucun cas se prévaloir d'une quelconque omission.

L'attention du titulaire est attirée sur l'importance de ces matériels et systèmes à maintenir, car ils sont essentiels aux activités des sites, toute défaillance étant de nature à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

2 - Principes opératoires

2.1. Généralités

- Procéder au nettoyage général de l'appareil.
- Vérifier le bon état du système de sécurité (verrou, goupille ou autres).
- Signaler toutes les pièces défectueuses ou manquantes en vue de leur remplacement en maintenance curative.

2.2. Appareils mis sous pression au moment de l'emploi

- S'assurer de l'absence de pression interne, puis démonter le couvercle.

- Démonter la cartouche de gaz à l'aide d'une clé et contrôler sa masse (tare et charge ou masse pleine et vide sont gravés sur le corps de la cartouche).
- Contrôler si la charge en gaz est en conformité avec les inscriptions diverses figurant latéralement sur le corps de l'extincteur. La tolérance concernant la charge est de plus 0 à moins 10 %.
- Vérifier le(s) joint(s) d'étanchéité (toute déformation ou déchirure doit conduire à son remplacement).
- Vérifier le bon fonctionnement du percuteur.
- Graisser les pièces mobiles (tige du percuteur en particulier) voir réserve faite pour les appareils à poudre.
- S'assurer du bon fonctionnement de la gâchette pour les appareils qui en comportent.
- Pour les appareils à fonctionnement droit, vérifier l'état du tube plongeur et du tube répartiteur du gaz de chasse.
- Vérifier le tuyau souple d'éjection, s'il y en a un (absence d'obstruction), et l'ensemble du circuit d'éjection par soufflage.

2.3. Appareils à pression permanente

Si l'appareil est équipé d'une valve de contrôle :

- Vérifier la pression interne de l'appareil au moyen d'un manomètre étalonné en bars (le manomètre de contrôle doit faire l'objet d'étalonnages périodiques). La tolérance admise sur la pression indiquée par le constructeur est de + ou – 1 bar ;
- Si l'appareil est muni, en outre, d'un indicateur de pression, s'assurer que les indications données par celui-ci correspondent à celles du manomètre de contrôle ;
- Si l'appareil est équipé d'un indicateur de pression du type "à remise à zéro", s'assurer que l'aiguille ne reste pas bloquée. Remettre en place le capuchon de protection de la valve de contrôle de pression et s'assurer de l'absence de fuites à l'aide d'eau savonneuse ou d'un produit moussant.

Dans le cas où l'appareil ne comporte ni valve de contrôle ni indicateur de pression, il doit être vérifié dans les usines ou ateliers du constructeur, après en avoir informé la personne publique ou son représentant local.

2.4. Appareils sur roues

Sans objet

2.5. Extincteurs à mousse chimique

Pour mémoire, ces appareils doivent être "dénaturés" dans les délais les plus brefs et remplacés par des appareils appropriés aux risques.

2.6. Extincteurs à liquide dit "ignifuge"

Sans objet

2.7. Extincteurs à eau

2.7.1. Pour les appareils à eau sans additif

- Vidanger l'appareil.
- Rincer le corps de l'extincteur et vérifier soigneusement son état intérieur :
- Toute corrosion interne du corps de l'appareil doit être signalée à la personne publique.
- Toute corrosion prononcée doit conduire à proposer à la personne publique responsable le remplacement de l'appareil.
- Recharger l'appareil.

La tolérance concernant la charge est de plus 0 à moins 5 %, sans jamais dépasser la limite supérieure de remplissage ou de charge, inscrite sur l'appareil.

2.7.2. Pour les appareils à eau avec additif

2.7.2.1. Avec additif en flacon annexe

- Vidanger l'appareil.
- S'assurer de la présence du flacon d'additif, de son état, et que la date de péremption portée par le fabricant sur celui-ci n'est pas dépassée.
- Recharger l'appareil.

2.7.2.2. Avec additif en prémélange

- Vidanger l'appareil dans un récipient propre.
- S'assurer de la présence de l'additif, de son état et que la date limite d'utilisation garantie par le fabricant n'est pas dépassée.
- Si la date limite d'utilisation le permet, l'appareil sera rechargé avec le mélange récupéré. Dans le cas contraire, il sera procédé à un nouveau mélange.

2.9. Extincteurs à poudre

Les opérations qui suivent doivent être effectuées dans un local dont les conditions d'ambiance sont normales – humidité relative, température de la pièce devant être inférieure ou égale à celle de la poudre. Obstruer l'ouverture de l'appareil avec un chiffon propre, détasser la poudre en retournant et secouant l'extincteur.

Si l'on constate la présence de grumeaux ou d'agglomérats, la poudre sera remplacée (Maintenance curative).

Si la charge doit être remplacée, il est recommandé d'utiliser une poudre conforme à celle avec laquelle l'appareil a été homologué et indiqué par le constructeur de l'appareil dans les inscriptions latérales.

En aucun cas il ne faut remplacer une poudre ABC pour une poudre BC, et inversement. Ne pas graisser les pièces en contact avec la poudre ou susceptibles de l'être.

2.10. Extincteurs à dioxyde de carbone (CO2)

- Démonter le tromblon (ou le flexible qui le relie à l'extincteur) et vérifier l'état du joint qui doit être changé s'il présente des déformations ou déchirures.
- Contrôler la charge par pesée, par différence avec la masse à vide (qui est

considérée comme étant celle de l'appareil, sans sa charge et sans son dispositif de projection, mais avec sa robinetterie). Cette masse à vide, appelée "Tare", est gravée sur le corps de l'appareil. Elle est exprimée en kilogrammes, avec 3 chiffres significatifs précédés de la lettre T et suivis du symbole « kg » (cf. arrêté ministériel du 20 mai 1963, article 8).

2.11. En fin de vérification

- Vérifier le système de sécurité.
- Replomber le système de sécurité si celui-ci est déplombé et ce aux marques du titulaire du contrat de maintenance (ou de la personne responsable de la vérification lorsque la maintenance est assurée par le propriétaire des appareils).
- Remplir la fiche ou étiquette de vérification de l'appareil. Consigner sur le registre de sécurité.

2.12 : Liste des extincteurs disponibles au Siège et dans les centres - LOT 1

Type de composant	Quantité			
	Siège à Evreux	Centre Caf à Louviers	Centre Caf à Bernay	Centre Caf à Vernon
2KG_CO2	23	3	1	2
5KG_CO2	6	1	-	-
6KG_PA_ABC	5	2	-	-
6L_PA_EPA	48	3	1	4
9KG_PA_ABC	2	-	-	-
9L_PA_EPA	6	1	-	-
Nombre Total d'extincteurs	90	10	2	6

ANNEXE 1 BIS : CONTROLES A EFFECTUER SUR LES EXTINCTEURS AGES DE 10 ANS - LOT 1
--

1 - Préambule

Toutes ces opérations sont à effectuer avec une attention toute particulière, en respectant les consignes décrites à l'annexe 1 du présent document.

1.1. Examen extérieur

- Traces d'enfoncement sur le corps. Etat des filetages.
- Etat des raccords. Adhérence des revêtements.
- Traces d'oxydation :
 - Superficielles (elles partent à l'essuyage soutenu).
 - Profondes (altération du métal).

1.2. Examen intérieur

- Etat de l'agent extincteur :
 - altération,
 - corps étranger.
- Altération du métal intérieur :
 - examen endoscopique,
 - oxydations superficielles,
 - oxydations ou altérations profondes.

1.3. Essai fonctionnel

En cas de doute, ou si le propriétaire le demande, un essai fonctionnel peut être effectué sur un ou plusieurs des extincteurs.

On notera en particulier :

- La durée de fonctionnement
- La régularité de la vidange.
- La masse d'agent extincteur restant dans l'appareil.

1.4. Critères de choix

A la suite de ces contrôles, l'extincteur est rejeté ou maintenu en service, après que les opérations de maintenances ont été effectuées.

Des raisons techniques et économiques amènent à rejeter les extincteurs :

- Qui présentent des oxydations ou altérations profondes persistant après essuyage soutenu.
- Dont le revêtement de surface doit être refait.
- Inventaires extincteurs par type

Les autres critères seront appréciés en fonction de leur gravité et de leur conjonction.

ANNEXE 1 TER : PROCEDURE D'EXPERTISE PAR LE LABORATOIRE DU CENTRE NATIONAL DE PREVENTION ET DE PROTECTION - LOT 1

En cas de doute ou de différence d'appréciation entre la personne publique et le titulaire du marché, le laboratoire du Centre national de prévention et de protection (CNPP) pourra être consulté.

La demande d'expertise sera accompagnée d'un questionnaire rempli par type d'extincteur.

Selon les cas, un ou plusieurs extincteurs seront adressés au laboratoire pour un examen approfondi. Celui-ci appliquera la procédure décrite dans le présent document, en la complétant, si nécessaire, par des tests complémentaires.

Le laboratoire établira ensuite un rapport d'expertise qui pourra être illustré de photographies

ANNEXE 1 QUATER : DESENFUMAGE - LOT 1

CHASSIS DE DESENFUMAGE DE LA PASSERELLE (2^{ème} étage)

2 châssis avec ouverture extérieure télécommandée en façade, ouvrant équipé d'un verrou électrique MADICOB 48 V à émission (référence : 3165-06)

2 DPOE MADICOB (référence : 3701-31) avec contacteurs de position

Relié à la centrale d'asservissement incendie (type : UTI.com)

Vérifications à effectuer sur châssis ou lanterneaux :

1 – Sur châssis

- Ouverture de l'appareil.
- Vérification de la tension des ressorts d'ouverture ou des vérins.
- Graissage des ressorts ou des vérins à gaz.
- Contrôle de l'état des joints.
- Vérification et graissage des articulations.
- Contrôle et changement éventuel de l'état des fusibles.
- Vérification de l'état des coupoles.
- Redressage éventuel des bras ou des tiges de poussée.
- Réglage du système de déclenchement (verrou).
- Fermeture des appareils, contrôle de déclenchement des gâches.
- Contrôle du bon fonctionnement d'ouverture-fermeture.
- Vérification et resserrage des vis de fixation.

2 – Sur lanterneaux

- Ouverture de l'appareil.
- Contrôle du mécanisme d'ouverture (tension des vérins éjecteurs).
- Graissage des vérins éjecteurs.
- Contrôle de l'état des joints.
- Vérification et graissage des articulations.
- Réglage du système de déclenchement (verrou).
- Réglage du mécanisme d'ouverture et de fermeture.
- Contrôle de l'état des fusibles.
- Essais d'ouverture à la demande et en présence du service sécurité.
- Nettoyage général.

3- Dispositifs de désenfumage volets et exutoires (périodicité annuelle)

- Vérification générale (équipement complet sans détérioration).
- Examen des vantaux.
- Contrôle des pivots ou charnières.
- Lubrification des axes et charnières.
- Vérification des ressorts d'ouverture.
- Contrôle et réglage des contacts début et fin de course.
- Contrôle des cadres et ouvrants.
- Contrôle des fixations de l'ensemble.
- Contrôle de l'état des vérins pneumatiques et autres dispositifs d'ouverture.
- Essais d'ouverture.

SIEGE, 11 Allée des soupirs 27026 EVREUX

CENTRALE INCENDIE (accueil)

UTI Pack – CMSI.com

SSI :

Centrale CHUBB UTI	1
AES SLAT	1
CMSI CHUBB	1
REPORTS REP EVAC CHUBB	2
DM ADRESSBLES	25
Détecteurs optiques	43
Indicateurs d'actions	27
ICC	28
Diffuseurs sonores	27
Diffuseurs visuels	51
PCF	11
Clapets Coupe-Feu	44
Trappes de désenfumage asservies	2
Asservissement issue de secours	2
Asservissement arrêt ventilation	1

ECLAIRAGE DE SECURITE :

- Ancienne partie : 110 BAES
- Nouvelle partie : 62 BAES

INTRUSION

CENTRALE INTRUSION SYNCHRONIC GALAXY

SIEGE :

1/ Ancien bâtiment

	Centrale	Concentrateur	Transmetteur	Chargeur	Détecteur bi-volumétrique	Contact d'ouverture	Claviers
Sous-sol	1	0	1	1	5	36	1
Rez de Chaussée	0	1	0	0	8	60	1
1 étage	0	0	0	0	4	25	0
2 étage	0	0	0	0	4	0	0
3 étage	0	0	0	0	4	0	0
4 étage	0	0	0	0	4	0	0
TOTAL	1	1	1	1	29	121	2

2/ Extension

Extensions Modules RIO Secouru	5
Contacts de porte	56
Détecteurs intrusion 12M	14
Claviers LCD	2
Sirènes intrusions	6
Transmetteur téléphonique	1

Contrôle vidéo (Liste non exhaustive)

Moniteurs	5
Stockeurs	1
Caméras numériques	8

Transmetteur : DIALTEL NF A2 P

Raccordé sur 1 ligne principale d'abonnement

Energie : 230 VCA; 50 HZ Batterie :
12 V; 7 AH

Caractéristiques : appels cycliques sur 4 numéros, ordre fixe composé de :

- Carte mère
- Carte clavier
- Batterie
- Bloc chargeur
- Carte de synthèse
- Liste non exhaustive

Alarme technique : NUGELEC

230 V 50/60 HZ 24 VCC

Composé de :

- Batteries
- Carte relais
- Carte mémoire
- Voyants
- Fusible
- Liste non exhaustive

ALARME PANIQUE REZ DE CHAUSSEE DU SIEGE (accueil)

Anti-agression (accueil) : Asservi à la centrale intrusion

4 boutons poussoir dans le box accueil
4 voyants accueil (numérotés 5.6.7.8)

Lors d'un appui sur un des boutons d'alarme panique dans les box 5 à 8, le système va procéder à l'allumage du voyant correspondant au box en alarme et va effectuer une transmission vers les numéros de téléphone pré-enregistrés dans le transmetteur. Transmission de l'alarme sur poste informatique.

Le système d'une alarme panique est couplé au système anti-intrusion, de ce fait le déclenchement d'une alarme panique entraîne une action au sein du système anti-intrusion.

Faire un essai de fonctionnement
Boutons poussoir Legrand (x4)
4 voyants situés au rez de chaussée

Nota : Le code d'acquiescement ne sert qu'à une seule et unique fonction, en aucun cas il ne peut interférer avec la mise en / hors surveillance du bâtiment.

Vérification des installations ARGONITE par réservoir

Cette installation comprend :

1 Coffret d'extinction SDI	Type : UTEX PACK
4 Détecteur optique	Type : C.SCAN.O
3 Détecteur multi capteur	Type : C. SCAN.M
4 Indicateur d'action	Type : IA
1 DM extinction	Type : DM
2 Pancartes	Type : EVAC/SONORE
2 Pancartes	Type : ENTREE INTERDITE
2 Modules de puissance	Type : DAOU
1 Contact de passage	

Ejection Argonite par buse :

2 bouteilles	1-	Type : 1513326 ARGO55	pression de 300
	1-	Type : 1513323 ARGO55	pression de 300

RECAPITULATIF

QUANTITE	DESIGNATION
1	UTI Pack CAB-S avec 2 voies LON FTT
1	CMSI.COM CAB-M non équipé + 1 SATI 8 voies LON FTT
1	UCR + 16 relais avec 1 CF/2ZA et 1 MAP ACTIVACOM
1	Variation 24 V 225W C.17 + Conv DC/DC 24V/3A + 2 BATT 17 ah 12V
17	Socle ICC I SCAN
36	Détecteur I SCAN optique adresse
24	Indicateur d'action IA 2000
15	Déclencheur manuel DM WS LED KR61/SR/F ACTIVA
15	Sirène chorus S3 NFS
3	Report RS REP EVAC
1	Transmetteur téléphonique DIALTEL 31
2	Coffret d'alarme technique AT 16.16 voies/ contact + relais
1	Coffret d'alarme technique AT 8.8 voies/ contact + relais

Descriptif de l'existant – liste non exhaustive et donnée à titre indicative

Centre C.A.F –23 place de la République 27400 LOUVIERS

(Détection incendie – anti-intrusion)

Type	Quantité
Centrale DSC – 4 zones	1
Clavier	1
Sirènes	2
Détecteur infrarouge	1
Batterie	1
Carte mère	1
Carte mémoire	1

PPMS ALLARME ATTENTAT

Siège - Ancien Bâtiment

RDC :	Quantité
- Déclencheur complet	2
- Transmetteur téléphonique GSM	1
- Alimentation transmetteur GSM	1
- Passerelle	1
- Kit télécommande	1
Niveaux :	
- Déclencheur simple	8
- Diffuseur sonore / lumineux	8

Siège - Extension

Sous-sol	Quantité
- Déclencheur simple	3
- Diffuseur sonore / lumineux	3
RDC	
- Déclencheur complet	1
- Déclencheur simple	2
- Diffuseur sonore / lumineux	2
Niveaux	
- Déclencheur complet	1
- Déclencheur simple	4
- Diffuseur sonore / lumineux	2

Bernay

- Déclencheur complet	1
- Transmetteur téléphonique GSM	1
- Alimentation transmetteur GSM	1
- Passerelle	1
- Kit télécommande	1

Louviers

Déclencheur complet	1
Diffuseur sonore/lumineux	1
Transmetteur téléphonique GSM	1
Alimentation transmetteur GSM	1
Passerelle	1
Kit télécommande	2

Vernon

- Déclencheur complet	2
- Transmetteur téléphonique GSM	1
- Alimentation transmetteur GSM	1
- Passerelle	1

ANNEXE 2 BIS : ALARMES ANTI-INCENDIE, ANTI-INTRUSION, VIDEOSURVEILLANCE, CLAPETS COUPE-FEU, PORTES COUPE-FEU - LOT 2

Prestations demandées

Il appartient au titulaire de compléter la liste s'il le juge utile, informant le pouvoir adjudicateur et d'en tenir compte pour établir sa proposition, car il ne saurait en aucun cas se prévaloir d'une quelconque omission.

L'attention du titulaire est attirée sur l'importance de ces matériels et systèmes à maintenir, car ils sont essentiels aux activités des sites, toute défaillance étant de nature à remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

1 – Vérification d'aspect

Une inspection du tableau de signalisation sera exécutée. Celle-ci comprend le nettoyage, le contrôle des fixations, le serrage des bornes, le contrôle des étiquettes (vignettes NF, plaquettes de références) et la vérification des voyants lumineux. La vignette NF, sera soit celle d'origine, soit celle de la remise en service.

1.1. Vérification de l'installation et échange des détecteurs

Suivant les instructions écrites des documentaires techniques fournies par le fabricant et l'installateur agréé, mettre hors service les équipements commandés par les détections alarmes, incendie, s'ils existent, en présence d'un responsable, qui devra veiller, après intervention, à la remise en service par le titulaire.

- tableau de signalisation,
- contrôle des sources électriques et de la commutation source principale d'alimentation,
- isolement,
- continuité du conducteur de protection,
- caractéristique des protections contre les contacts indirects et les surintensités source secondaire d'alimentation,
- protection, connexions (éventuellement niveau électrolyte, s'il y a lieu),
- contrôle des signalisations coupure de la source principale source auxiliaire par bouton d'essai.

1.2 – Vérification du fonctionnement du tableau

Vérification de tous les organes reliés au tableau de signalisation (boîtier de report de signalisation, indicateur des détecteurs, diffuseurs sonores, etc...).

1.2.1. Remplacement à l'identique des détecteurs

En fonction des prescriptions du constructeur et des conditions d'utilisation.

Sauf avis contraire, cette opération sera effectuée à raison de 25% de détecteurs remplacés par an.

La personne responsable doit s'assurer que le matériel mis en place est muni de la vignette de remise en service correspondante, indiquant qu'il s'agit bien d'un matériel

reconditionné, et sur laquelle il est précisé l'année de reconditionnement :

- Nettoyer ou échanger les détecteurs thermiques ou optiques.
- Les boucles concernées par l'échange ou le nettoyage de leurs détecteurs seront notés sur le document de visite.
- Vérification de l'action des déclencheurs d'alarme.

2 - SYSTEMES DE DETECTION ET PROTECTION INCENDIE

2.1. Inspection : contrôles et essais

2.1.1 - Opérations génériques communes

- Contrôler les signalisations lumineuses et sonores.
- Contrôler l'autonomie des centrales.
- Tester la 3ème source.
- Prévenir les problèmes de connectique : contrôle du serrage des borniers et connexions, des fixations, vérification de l'isolement.
- Vérifier les conditions de refroidissement des composants : dépoussiérage, dégagement des ouïes d'aération.
- Contrôler le fonctionnement du matériel par rapport aux spécifications du dossier (signalisations et respect des zones et des scénarios d'extinction) : déroulement des scénarios de mise en sécurité et de pilotage de l'extinction, contrôle des signalisations de changements de position.
- Contrôler la bonne correspondance des zones et leur repérage.
- Contrôler le bon fonctionnement des dispositifs d'auto-contrôle : continuité des liaisons, signalisation des anomalies.
- Contrôle visuel de l'étanchéité des locaux.

2.1.2 - Opérations effectuées sur les matériels déportés (détecteurs, déclencheurs manuels, sirènes, panneaux lumineux et sonores...)

- Vérification de l'état général et des fixations.
- Contrôle fonctionnel conformément aux spécifications et aux scénarios enclenchés, contrôle des asservissements.
- Contrôle de la bonne audition et visualisation des dispositifs d'alarme d'évacuation et d'interdiction d'accès.

2.1.3 - Déclencheurs manuels (périodicité annuelle)

- Contrôle de l'état général.
- Contrôle de l'implantation.
- Contrôle des ancrages et fixations.
- Contrôle de la signalétique.

2.1.4 - Détecteurs automatiques (périodicité annuelle)

- Vérifications générales (équipement complet sans détérioration).
- Nettoyage du détecteur et de son socle.
- Contrôle des connexions.

- Contrôle des fixations.
- Contrôle de l'état de fonctionnement du témoin lumineux.
- Remplacement des détecteurs automatiques d'incendie à l'identique pendant la durée du contrat. La date de réalisation sera convenue avec les responsables de chaque site (au moins une fois tous les 4 ans) selon prescriptions particulières du fabricant, remplacement annuel 25% des détecteurs en place.

Le titulaire remettra le récépissé justifiant le conditionnement ou la prise en charge des détecteurs échangés et notera sur le rapport l'emplacement des détecteurs une étiquette changée. Une étiquette précisera l'année de reconditionnement. Nettoyer ou échanger les détecteurs thermiques ou optiques, selon des prescriptions du fabricant.

2.1.5 - Détecteurs autonomes déclencheurs (périodicité annuelle)

- Vérifications générales.
- Nettoyage du détecteur et de son socle.
- Contrôle des connexions.
- Contrôle des fixations.
- Contrôle de l'état de fonctionnement du témoin lumineux.
- Remplacement ou reconditionnement des détecteurs selon les préconisations du fabricant.
- Vérification du fonctionnement des éléments de sécurité associés.

2.1.6 - Diffuseurs sonores ou lumineux (périodicité annuelle)

- Contrôle de l'état général.
- Contrôle de l'ancrage et des fixations.
- Contrôle des connexions.

2.1.7 - Portes coupe-feu (périodicité annuelle)

Vérification électrique des asservissements et fonctionnement.

Essais des boucles des détecteurs :

- Vérifier la réponse de chaque détecteur. L'essai porte sur 50 % des détecteurs à chaque vérification périodique.
- Successivement sur chaque boucle, provoquer au moins un des dérangements suivants :
Court-circuit, coupure ou dépose d'un détecteur.
- Vérifier les signalisations lumineuses et sonores.
- Veiller au rétablissement du service normal de l'installation :
Remise à l'état de veille du tableau.
- Remise en service des commandes des automatismes.

Le document de visite est à remplir et un rapport de vérifications est à faire. Toute anomalie doit être signalée sur le document de visite.

2.1.8 - Clapets coupe-feu télécommandés ou auto-commandés (périodicité annuelle)

Vérification électrique des asservissements et fonctionnement :

- Vérification générale (équipement complet sans détérioration).
- Examen du ou des clapets.
- Contrôle des mécanismes lubrification.
- Vérification du câblage et du branchement électrique.
- Vérification des points de fixation.
- Essais de fonctionnement.

2.1.9 - Essais généraux (essais annuels)

Tous les essais doivent se faire sur la source principale. L'essai fonctionnel sera fait sur la source secondaire.

- Provoquer une alarme, vérifier la commande d'arrêt et l'alarme sonore.
- Vérifier la réapparition du signal sonore lorsqu'un détecteur est mis en alarme.
- Vérifier l'apparition de l'alarme feu sur une boucle de détecteurs.
- Essai fonctionnel de chaque détecteur d'incendie (SSI de catégorie A) et de chaque déclencheur manuel (DM).
- Essai de la totalité des clapets, volets et ouvrants de désenfumage.
- Vérification de l'arrêt de la ventilation de confort.
- Essai de fonctionnement des ventilateurs de désenfumage, mesure de pression, de débit et de vitesse, dans le cas de désenfumage mécanique.
- Essai de fonctionnement des commandes manuelles et automatiques.
- Examen visuel direct de chaque D.A.S y compris ceux qui disposent d'un contrôle de position de réarmement à distance.
- Essai de fonctionnement de l'équipement d'alarme (E.A.).

3 - SYSTEMES DE DETECTION INTRUSION ET VIDEOSURVEILLANCE

3.1. Inspection : contrôles et essais

3.1.1- Opérations génériques communes

- Contrôle de l'autonomie des centrales, de la charge des batteries et du respect des délais imposés par les risques.
- Contrôle du fonctionnement du matériel par rapport aux spécifications du dossier.
- Contrôle de la transmission des alarmes et des commandes des organes asservis.
- Contrôle du bon fonctionnement des dispositifs d'autosurveillance.
- Contrôle de la bonne correspondance des zones.
- Prévention des problèmes de connectique (contrôle du serrage des borniers et connexions, des fixations...).
- Vérification des conditions de refroidissement des composants (dépoussiérage, dégagement des ouïes d'aération...).

3.1.2 - Opérations effectuées sur les matériels déportés (détecteurs, sirènes, alarme lumineuse...)

- Vérification de l'état général et des fixations.
- Contrôle du fonctionnement sur alarme.
- Contrôle de l'autosurveillance.
- Contrôle du fonctionnement de l'option anti masque comme information d'alarme, pour les détecteurs NFA2P type 3.
- Contrôle de la charge de la batterie des périphériques auto-alimentés.

3.1.3 - Opérations sur le réseau vidéo

- Vérification fonctionnelle conformément aux spécifications.
- Nettoyage et réglage des caméras, moniteurs, magnétoscope.
- Contrôle de la connectique.
- Sauvegarde des données.
- Plombage des appareils à l'issue de l'inspection.

3.1.3.1 - Entretien des blocs portes coupe-feu

- Contrôle du bon fonctionnement des portes à fermeture automatique et notamment des ventouses ou systèmes magnétiques actionnant la fermeture.
- Remise en état du support et des fixations.
- Contrôle de la bonne fermeture des ouvrants.
- Vérification de l'état général et du scellement du bloc porte ; état des vantaux.
- Vérification de la fixation des vantaux sur les charnières ou les gonds.
- Vérification de la présence des joints intumescents le cas échéant.
- Vérification de la présence, de l'état général des joints à lèvres des portes en va et vient.
- Vérification de l'état général de l'oculus le cas échéant.
- Vérification de la fixation et de l'état des pare closes.
- Ouverture et fermeture des vantaux, vérification du battement.
- Vérification de la présence des fermes portes et de leur fonctionnement.
- Vérification de la présence, de l'état de fonctionnement du sélecteur de fermeture.
- Vérification de la présence des affichettes réglementaires "porte coupe-feu, à maintenir fermée" ou "porte coupe-feu, ne mettez pas d'obstacle à la fermeture".
- Remise en état des portes, remplacement de l'étanchéité des ouvrants (notamment joint coupe-feu ou pare flamme).
- Contrôle et remise en état des accessoires : barre antipaniques, sélecteurs, ferme portes, serrureries...

3.1.3.1 - Blocs autonomes d'éclairage de sécurité B.A.E.S et B.A.E.H (périodicité annuelle)

- Remplacement systématique de toutes les lampes une fois par an.
- Vérification générale (appareils en place et visibles).
- Vérification de l'état physique extérieur.
- Vérification de la charge (autonomie d'au moins une heure).

- Vérification des voyants.
- Nettoyage de toutes les parties des appareils (internes, externes).
- Contrôle des connexions.
- Vérifier que les composants remplaçables sont conformes aux références du constructeur.
- Contrôle des fixations et protections des appareils.
- Contrôle du fonctionnement de la télécommande.
- Contrôle de l'état des batteries.
- Remplacement des étiquettes de signalisation si nécessaire.
- Etiquetage des appareils après vérification ou devra apparaître le numéro de l'appareil, le nom de la société et de l'intervenant, la date des vérifications.

Les B.A.E.S défectueux seront remplacés par du matériel équivalent après production d'un devis et seulement après l'accord de l'organisme.

La personne responsable doit s'assurer que le matériel mis en place est muni de la vignette de remise en service correspondante, indiquant qu'il s'agit bien d'un matériel reconditionné, et sur laquelle il est précisé l'année de reconditionnement.

